
Histoire politique de l'Alberta

Rod Scarlett

La province de l'Alberta, ainsi baptisée en l'honneur de la princesse Louise Caroline Alberta, quatrième fille de la reine Victoria, a d'abord été l'un des quatre districts constituant les Territoires du Nord-Ouest. Bien que l'Alberta ne soit devenue une province qu'en 1905, deux de ses plus anciens établissements, Fort Vermilion et Fort Chipewyan, célébraient l'an dernier leur bicentenaire. Le présent article a été préparé pour la 29^e conférence de la Région canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth qui aura lieu à Calgary du 12 au 17 juillet 1989.

Tout au long de la première moitié du dix-neuvième siècle, les compagnies comme la Compagnie de la Baie d'Hudson et la Compagnie de Nord-Ouest ont exercé une influence énorme dans l'Ouest, région peuplée surtout d'Indiens et de Métis vivant du commerce de la fourrure. Peu à peu, le Canada central a commencé à s'intéresser sérieusement au sort de l'Ouest et à ses rapports futurs avec le Haut-Canada. Mais avant 1867, très peu avait été réalisé à l'égard de l'Ouest.

En 1867, la Confédération établissait les paramètres constitutionnels devant établir la place de l'Ouest du sein de la nouvelle fédération. L'une des premières lois adoptées par le nouveau gouvernement national visait à négocier la cession par la Compagnie de la Baie d'Hudson de la Terre de Rupert et des Territoires du Nord-Ouest. Ce processus s'est amorcé en 1868 pour prendre fin en 1869.

Le Canada a adopté la *Loi concernant le gouvernement provisoire de la Terre de Rupert et des Territoires du Nord-Ouest* après que ces territoires ont été unis au Canada en prévision de cette cession. Succincte, cette loi décrivait dans ses grandes lignes le fonctionnement provisoire du gouvernement appelé à diriger les Territoires du Nord-Ouest jusqu'en 1905.

Gouvernement territorial

L'acquisition de la Terre de Rupert et des Territoires du Nord-Ouest étendait la juridiction du Canada à un énorme territoire. La loi établissant le gouvernement territorial prévoyait la nomination d'un lieutenant-gouverneur chargé de l'administration régionale mais quand même assujéti aux

ordres d'Ottawa. Elle créait également un conseil, composé de sept à quinze personnes, pour aider le lieutenant-gouverneur dans ses fonctions administratives.

Sir John A. Macdonald a choisi Joseph Howe, qui s'opposait à l'acquisition des terres en question, comme ministre responsable de l'administration générale des affaires du Nord-Ouest. William McDougall, alors ministre des Travaux publics, a été le candidat retenu pour le poste de lieutenant-gouverneur. Ardent défenseur de l'expansion vers l'Ouest, McDougall est parti pour Winnipeg en septembre 1869 avec la ferme intention de constituer un conseil territorial dans les plus brefs délais.

Son arrivée a provoqué l'insurrection de la colonie de la Rivière-Rouge et a suscité la création de la province du Manitoba, fait largement documenté. L'insurrection a eu des effets aussi sur le reste des territoires du Nord-Ouest. À l'instigation de McDougall, le siège du gouvernement territorial a été déménagé de Winnipeg à Livingston puis à Battleford. L'Acte des Territoires du Nord-Ouest de 1875 prévoyait la nomination d'un lieutenant-gouverneur et d'un conseil distinct et adoptait une formule en vertu de laquelle un district électoral allait être créé pour 1 000 hommes par 1 000 milles carrés. Dès que le nombre d'élus atteindrait 21, le conseil serait dissout et les élus accéderaient au statut de députés de l'Assemblée législative. Il a fallu attendre jusqu'en 1883 avant que le district d'Edmonton n'acquière le statut de district électoral et que Frank Oliver, rédacteur en chef du *Bulletin* d'Edmonton ne devienne le premier représentant élu de l'Alberta.

Avec l'Acte des terres fédérales de 1872, qui offrait aux colons un lopin de terre gratuit, l'exode vers l'Ouest s'amorçait peu à peu. Au milieu des années 1870, la police à cheval du Nord-Ouest établissait Fort Edmonton et Fort Calgary. Dès 1881, quelque quinze cents Blancs et Métis et 6 000 Indiens peuplaient l'Alberta.

Rod Scarlett est l'adjoint principal du Président de l'Assemblée législative de l'Alberta.

La progression du chemin de fer du Canadien Pacifique vers l'Ouest et l'abondance de terres disponibles ont provoqué un afflux de pionniers. Les ranchs commerciaux, en particulier dans le sud de l'Alberta, n'ont pas tardé à démontrer leur viabilité économique. En 1884, Ottawa dénombrait 47 ranchs qui se partageaient 1 785 690 acres de terres louées ; de ce nombre, des ranchs comme le Cochrane Ranch Company, le North West Cattle Company, le Cypress Cattle Company de même que l'Oxley and Maunsell, allaient faire leur marque sur la scène internationale.

En 1888, le nombre d'élus dépassant le nombre de membres nommés, on allait assister à la naissance de l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest. Vingt-deux députés ont été élus cette année-là, soit sept en Alberta, dont celui qui allait devenir premier ministre, en l'occurrence F.W.G. Haultain, député de Fort Macleod.

Une crise mondiale à la fin des années 1800 est venue ralentir la vague des nouveaux arrivants. Pourtant, en 1890, les équipes du CP commençaient à installer la voie devant relier Calgary à Edmonton. Calgary était devenue le principal centre commercial de l'Alberta, et ce n'est qu'en 1897, à la faveur de la ruée vers l'or au Yukon, qu'Edmonton a rattrapé sa rivale du sud.

Entre 1885 et 1897, le Conseil territorial du Nord-Ouest et l'Assemblée législative étaient à couteaux tirés avec Ottawa au sujet du contrôle des cordons de la bourse. En 1891, le Parlement fédéral cédait en adoptant une modification à l'Acte des Territoires du Nord-Ouest. La modification en question autorisait l'Assemblée législative à rendre des ordonnances sur à peu près toutes les questions dévolues aux provinces en vertu de l'AANB, mis à part le pouvoir d'emprunter de l'argent.

En 1891, F.W.G. Haultain était nommé premier ministre et la bataille pour un gouvernement entièrement autonome s'amorçait. Deux conseils exécutifs se sont successivement désistés à propos de cette question et, en 1897, Ottawa acceptait officiellement de doter l'Alberta d'un gouvernement responsable.

Les pressions en faveur de la reconnaissance du statut de province se faisaient maintenant de plus en plus insistantes. En 1901, l'Alberta et ses 73 022 habitants se préparaient à aborder le vingtième siècle forts de leur confiance en l'avenir.

Formation d'une province

Depuis 1883, l'Alberta produisait du gaz naturel. Cette année-là, une équipe du CP, qui effectuait des forages pour trouver de l'eau à 40 milles à l'ouest de Medicine Hat, était tombée sur un gisement gazier. Sept ans plus tard, le premier puits commercial entra en service pour alimenter la ville de Medicine Hat. On extrayait aussi du charbon dans le Crowsnest Pass et un bon nombre de petites scieries florissaient dans la région. La croissance économique de

l'Alberta, alimentée par la vente de ses abondantes ressources naturelles, a été l'un des principaux facteurs qui a convaincu Ottawa de reconnaître le potentiel de la région.

À compter de 1901, les députés de l'Assemblée des Territoires du Nord-Ouest n'ont cessé de revendiquer le statut de province auprès d'Ottawa. En 1904, Sir Wilfrid Laurier s'est rendu à leur requête, de sorte qu'en 1905, la Chambre des communes adoptait l'Acte de l'Alberta et l'Acte de la Saskatchewan. Pendant que les enjeux nationaux comme la question des écoles séparées monopolisaient l'attention des hommes politiques fédéraux, bon nombre d'observateurs estimaient que les enjeux régionaux comme les clauses territoriales et la délimitation des frontières des nouvelles provinces, étaient beaucoup plus préoccupantes.

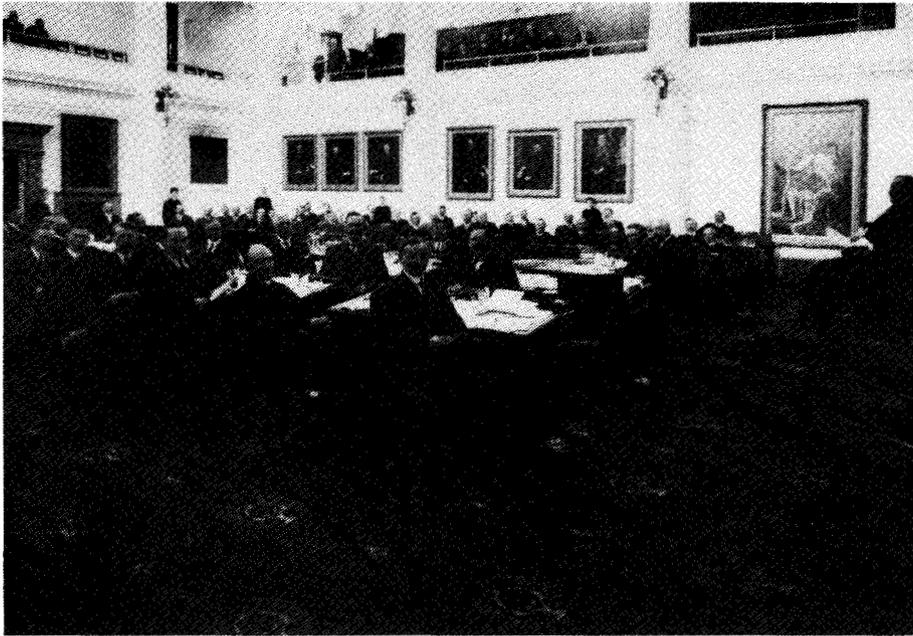
Le *Calgary Herald* publiait, par exemple, le texte suivant :

« La population des Territoires se réjouira sans doute de ce qu'enfin on lui reconnaisse une certaine part d'autonomie, mais les modalités annoncées ne seront pas reçues sans déception, notamment, en ce qui a trait à la délimitation des frontières et aux terres publiques retenues par le gouvernement fédéral. »

Une autre question découlant de l'accession au statut de province a aussi suscité énormément d'intérêt dans l'Ouest : le choix de la capitale provinciale. Calgary et Edmonton étaient toutes deux favorites, mais d'autres villes comme Red Deer et Banff étaient aussi sur les rangs. Calgary avait l'avantage d'être plus peuplée et de jouir d'une meilleure situation économique, mais elle avait quand même un handicap, puisqu'elle avait fait élire un député conservateur en 1904. Edmonton se targuait, quant à elle, d'être le centre géographique de la province, mais son principal atout résidait dans le fait qu'elle avait fait élire deux libéraux très influents, Frank Oliver et Peter Talbot, lors des mêmes élections. Edmonton a donc été désignée capitale temporaire jusqu'à ce que les 25 députés de la première Assemblée législative de l'Alberta décident d'un emplacement permanent.

Entretemps, l'un des avocats libéraux les plus en vue de Strathcona, A.C. Rutherford, était nommé premier ministre et Ottawa divisait l'Alberta en circonscriptions électorales. Frank Oliver d'Edmonton était à l'origine de cette répartition qui, une fois rendue publique, s'est avérée nettement favorable pour le Nord de l'Alberta, en particulier Edmonton.

Lors des premières élections provinciales tenues en Alberta le 9 novembre 1905, le libéral A.C. Rutherford remportait 23 des 25 sièges existants. Le 15 mars 1906, le lieutenant-gouverneur George Bulyea inaugurait officiellement la première session de l'Assemblée législative de l'Alberta devant une foule de 4 000 personnes réunies à la piste de curling Thistle d'Edmonton. Au cours de cette première journée de travaux, l'Assemblée législative s'est choisie un président en la personne de Charles Fisher, député de Cochrane.



La deuxième Assemblée législative de l'Alberta (1913)

Une fois la cérémonie terminée, le gouvernement a déménagé dans école de l'avenue McKay, seul endroit propice de la ville d'Edmonton pour tenir la session.

Au cours de la première session de l'Assemblée législative, les députés se sont penchés sur diverses questions, que ce soit l'établissement de limites de vitesse pour les véhicules à moteur (maximum de 20 milles à l'heure) ou la création de l'Université de l'Alberta. Edmonton a été officiellement désignée capitale provinciale, et un emplacement a été choisi sur les rives de la rivière Saskatchewan Nord surplombant Fort Edmonton pour construire le nouvel édifice législatif.

Fort de ses réalisations de bon gouvernement, Rutherford était prêt à affronter de nouveau l'électorat dès 1909. L'expansion du réseau ferroviaire aidant, le gouvernement Rutherford avait garanti au-delà de 25 millions de dollars aux différentes compagnies ferroviaires et prolongé de 1761 milles les lignes du réseau.

Les Albertains, avec l'appui du regroupement des Cultivateurs unis de l'Alberta nouvellement constitué, ont reporté Rutherford au pouvoir avec une majorité de 37 sièges sur 41. L'opposition était toutefois parvenue à faire élire un jeune avocat de Calgary du nom de R.B. Bennett, qui n'a pas mis de temps à remettre en question la légitimité des garanties offertes par Rutherford aux compagnies ferroviaires. Plusieurs ministres ont été forcés de démissionner et finalement, Rutherford lui-même a dû abdiquer en 1910 pour laisser sa place au juge en chef Arthur Sifton.

Sifton a continué d'accorder des garanties aux compagnies ferroviaires malgré l'énorme scandale suscité par cette politique. Il faut toutefois lui donner le crédit d'avoir apaisé les craintes de la vaste population rurale et d'avoir mené le

Parti libéral à la victoire en 1913. Le 3 septembre 1912, juste avant les élections, le duc de Connaught inaugurerait officiellement le nouvel édifice législatif avec tout le faste nécessaire dans les circonstances.

L'annonce du déclenchement de la guerre en août 1914 a été accueillie par les Albertains avec des sentiments partagés. Bon nombre des nouveaux immigrants étaient indifférents, d'autres étaient sympathiques, mais la plupart croyaient qu'ils ne seraient pas touchés. Il n'allait cependant pas en être ainsi, puisqu'au cours de cinq années suivantes, la guerre allait avoir une incidence déterminante sur la croissance économique, sociale et politique de la province.

À l'instigation des groupes religieux et des regroupements féminins naissants, les femmes ont commencé à revendiquer le droit de jouer un rôle plus actif dans la société. Avec à leur tête cinq femmes albertaines (Nellie McClung, Emily Murphy, Louise McKinney, Irene Parlby et Henrietta Muir Edwards), elles sont finalement parvenues à obtenir le droit de vote en 1916.

Les femmes albertaines ont pu exercer ce droit dès juin 1917, alors qu'Arthur Sifton était reporté au pouvoir. L'apparition des idées fondamentalistes a donné lieu à la création de la Ligue indépendante (Non-Partisan League), mouvement politique d'origine agraire qui est parvenu à faire élire deux candidats. Fait particulièrement remarquable, c'était la première fois au sein d'une assemblée canadienne ou britannique, que deux femmes étaient élues dans leurs circonscriptions respectives. Une représentante des Forces armées, l'infirmière Roberta McAdams, et la candidate de la Ligue indépendante dans la circonscription de Claresholm, Louise McKinney, obtenaient toutes deux un siège à l'Assemblée législative.

Peu après les élections, Arthur Sifton cédait les rênes du Parti libéral à Charles Stewart pour aller rejoindre les rangs du gouvernement unioniste à Ottawa. La baisse des prix des céréales et l'incapacité de financer tous les projets d'irrigation prévus dans le sud de l'Alberta ont précipité la chute du gouvernement libéral. En 1921, les agriculteurs réclamaient un changement à la direction et cherchait quelqu'un qui, à leur avis, serait mieux apte à défendre leurs intérêts. Leur choix s'est arrêté sur un agriculteur, Robert Greenfield, qui a mené les Cultivateurs unis de l'Alberta à une éclatante victoire, remportant 39 des 61 sièges et marquant ainsi le début d'une période de cinquante ans, soit jusqu'en 1971, pendant laquelle aucun des partis dits traditionnels n'a pu s'emparer du pouvoir.

Greenfield a nommé un avocat de son cabinet, J.E. Brownlee, procureur général, et quatre ans plus tard, celui-ci devenait premier ministre à la faveur d'un changement d'allégeance de la part des membres du cabinet. Brownlee jouissait d'une grande popularité parce qu'il était capable de concilier la philosophie d'un parti fondé sur des valeurs agricoles et les exigences d'une bonne gestion gouvernementale. Aux élections de 1926, il balayait la province en remportant 43 des 61 sièges.

Les années 20 ont été particulièrement effervescentes en Alberta. Les Albertains du sud vivaient la fièvre du pétrole. La radio faisait son apparition en 1922 et, peu après, les évangélistes commençaient à prêcher sur les ondes. L'une de ces émissions était animée par un directeur d'école secondaire de Calgary du nom de William Aberhart. L'émission du dimanche matin était si populaire que dès les années 30, elle a commencé à être diffusée partout dans l'Ouest canadien et aux États-Unis.

Bientôt, M. Eberhart se lançait en politique sous la bannière du Crédit Social qui promettait, entre autres, d'accorder aux citoyens un crédit de 25 \$ par mois pendant la dépression. Aidé du Prairie Bible Institute et surtout de son fidèle collègue, Ernest Manning, Aberhart a commencé à organiser des groupes d'étude du Crédit Social dans la province.

Dans le tourbillon dévastateur de la dépression, les Albertains voulaient des réponses à leurs questions, mais les Cultivateurs unis de l'Alberta étaient incapables de leur en fournir. Pour couronner le tout, le premier ministre Brownlee était pris dans un scandale qui allait faire la manchette de tous les journaux du pays. Accusé d'avoir séduit une jeune secrétaire juridique, il a finalement été contraint de démissionner et de laisser sa place au trésorier de la province, Dick Reid. Le règne de celui-ci a été de très courte durée, puisque dès 1935, Aberhart conduisait les troupes créditistes à la victoire.

Aberhart a vite compris que la philosophie du Crédit Social allait être difficile à imposer. Au cours des quatre années suivantes, la Cour suprême du Canada a déclaré



Le lieutenant-gouverneur Helen Hunley

inconstitutionnels de nombreux projets de loi d'inspiration créditiste. En outre, dans l'espoir de tourner court aux commentaires hostiles de la presse, le gouvernement a présenté l'*Accurate News and Information Act*, dont l'objectif était d'obliger les journaux à publier des rectificatifs concernant les politiques gouvernementales ou à en faire plus grand état, selon le cas.

Les premières années de pouvoir d'Aberhart ont été ponctuées de querelles intestines au sein du caucus, au sujet de son incapacité de donner suite aux promesses faites pendant la campagne. En 1940, Aberhart était reporté au pouvoir, mais avec une majorité considérablement réduite. À la mort d'Aberhart en 1943, Ernest Manning a été choisi pour le remplacer à la tête du parti et au poste de premier ministre.

Les années Manning, de 1943 à 1968, peuvent être considérées comme des années où la croissance économique de la province a été bien gérée. La découverte d'un gisement de pétrole près de Leduc, en 1947, a donné le coup d'envoi à la mise en oeuvre de toute une infrastructure d'exploitation des ressources énergétiques qui, encore aujourd'hui, joue un rôle déterminant.

L'impact de cette découverte a été spectaculaire. En moins de vingt-cinq ans, la population de l'Alberta a doublé pour atteindre 1,6 million d'habitants. Stimulée par la découverte de l'énorme gisement de Leduc, la prospection allait bon train dans toute la province. Calgary et Edmonton profitaient toutes deux des retombées de cette nouvelle fièvre, même si Calgary, dont l'histoire est intimement liée à la prospection

pétrolière, est finalement devenue le centre de l'industrie pétrolière.

Le pétrole a donné au premier ministre Manning les moyens financiers nécessaires pour subvenir aux besoins de la population de plus en plus nombreuse de la province. Les hôpitaux, les résidences pour personnes âgées, les édifices provinciaux et les écoles ont poussé à un rythme effarant. Il a été réélu à six reprises avec, en général, des majorités confortables.

En raison de l'énorme ascendant de Manning, le Parti créditiste s'est retrouvé sans « relève » apparente. Avec l'appui du fils de Manning et d'autres créditistes influents, Harry Strom, ex-ministre de l'Agriculture et des Affaires municipales, a remporté l'investiture en l'emportant sur ses quatre adversaires au deuxième tour de scrutin. Du même coup, Strom se retrouvait à la tête d'une machine bien rodée, quelque peu âgée mais néanmoins efficace. Son principal problème résidait dans l'aisance démontrée par le chef de l'opposition officielle, E. Peter Lougheed. Mettant à profit la technologie moderne et ses excellentes relations avec les médias, Lougheed a réussi à faire paraître le chef créditiste vieux et dépassé. Incapable de se défaire de cette image, Strom a préféré axer sa campagne de 1971 sur la bonne gestion de son gouvernement. Sans remettre en question l'efficacité du gouvernement, Lougheed s'est plutôt présenté comme la solution du renouveau et du dynamisme.

Lougheed devait mener les conservateurs à une décisive victoire et demeurer premier ministre pendant les 15 années suivantes. Pendant ses années au pouvoir, il a placé l'Alberta à l'avant-plan des affaires nationales. Tous se souviennent de ses interventions en matière constitutionnelle et économique. La création du Fonds du patrimoine de l'Alberta, l'essor

économique (en particulier la croissance du commerce international) et la mise en oeuvre d'un vaste réseau de services et de programmes sociaux et de soins de santé ont marqué son règne. Conscient de l'évolution sociale, Lougheed a nommé Helen Hunley au cabinet et en a fait ainsi la première femme à détenir un portefeuille au sein du conseil exécutif. Il a aussi nommé un Indien inscrit, Ralph Steinhauer, au poste de lieutenant-gouverneur. L'essor exceptionnel de l'industrie pétrolière et gazière a insufflé à l'Alberta un désir de diversification et d'expansion. Parallèlement, l'appui incomparable accordé au secteur agricole a permis une croissance constante.

À la démission de Lougheed en 1985, c'est Don Getty, l'un des six conservateurs « originaux » des élections de 1967, qui a été choisi pour lui succéder à la tête du Parti conservateur et au poste de premier ministre. Les élections de 1986 se sont soldées par l'élection d'une forte opposition (selon les critères albertains), soit 16 néo-démocrates, quatre libéraux et deux « Representatives ». Les conservateurs ont remporté les 61 autres sièges.

En mars de cette année, Don Getty a mené les conservateurs à la victoire en récoltant 59 des 83 sièges. Les néo-démocrates, dirigé par Ray Martin, ont conservé leur statut d'opposition officielle en faisant élire 16 députés. Les libéraux ont remporté, quant à eux, les 8 autres sièges. Lors des élections générales, le premier ministre a cependant perdu son siège d'Edmonton-Whitemud, mais il a pu réintégrer l'Assemblée législative à la faveur d'une élection partielle dans la circonscription de Stettler.

Au fil d'une histoire relativement courte, les Albertains ont fait preuve d'un dynamisme et d'une indépendance qui distinguent leur province du reste du Canada. ■